

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2024_123

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande, en date du 18 avril 2024, par laquelle la SCI TH IMMOBILIER, 13 chemin des Marronniers – 38360 SASSENAGE, représentée par Messieurs LOURACIA Halim et ABIDAT Abdelwaheb, sollicite l'autorisation d'effectuer une livraison de béton au 22 rue du Faubourg Vinay, à compter du 24 avril 2024 pour une durée de deux (2) jours,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la route,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre la livraison au 22 rue du Faubourg Vinay, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Les 24 et 25 avril 2024, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public au droit du N°22 rue du Faubourg Vinay, afin de réaliser des travaux comme énoncé dans sa demande, et ce dans les conditions définies ci-après.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : Les 24 et 25 avril 2024, la circulation et le stationnement sont temporairement réglementés rue du Faubourg Vinay dans les conditions définies ci-après.

Selon les besoins du chantier :

- Le bénéficiaire est autorisé à empiéter sur la chaussée pendant la durée du chantier pour stationner un camion toupie.
- La circulation est interdite sur la rue du Faubourg Vinay (tronçon situé entre la rue du 19 mars et la Grande rue).
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux du bénéficiaire sont interdits dans l'enceinte du chantier.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours et de livraison est maintenu.
- La circulation piétonne est interdite dans l'emprise du chantier et une déviation est mise en place pour dévier les piétons sur le trottoir opposé autant que nécessaire.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier est mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par le bénéficiaire. Elle est conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 4 - Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter des travaux. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 5 - Validité, et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie, uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public pour les journées es 24 et 25 avril 2024. Le présent arrêté est affiché dans le véhicule.

Article 6 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 7 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 19 avril 2024,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

